

L'ANJOU LIBERTAIRE



BULLETIN MENSUEL DU GROUPE DU MAINE-ET-LOIRE
DE L'UNION COMMUNISTE LIBERTAIRE

N° 4 Janvier 2021

MOUVEMENT SOCIAL
Des luttes pour 2021!

ÉDUCATION
On veut des sous!

DOUCEUR ANGEVINE
Attaques contre les lieux
alternatifs

Des luttes pour que l'année soit belle

L'année 2020 se clôture. Elle s'était ouverte sur une belle lutte, la grève contre la réforme des retraites. Elle se referme sur des luttes, éparées, certes, mais bien existantes, dans un contexte difficile. Il faudra redoubler d'effort pour que les exploité-es retrouvent le chemin de la grève, de la rue, du combat, de l'émancipation collective.

Pour clore 2020, c'est bien sûr à la pandémie de Covid-19 que l'on pense. Mais plus que la pandémie, c'est sa gestion qui est en cause. Elle est caractéristique d'un pouvoir soumis aux intérêts du patronat : désastreuse, inefficace et injuste. Plutôt que d'assurer par des moyens l'accès à toutes et tous aux masques, au vaccin, plutôt que de restreindre vraiment les activités afin de faire baisser la contagion, le pouvoir a choisi une stratégie mortifère : celle de continuer à nous faire bosser un maximum, tout en essayant de nous faire croire que les morts seraient inévitables. Cette logique, c'est la logique du capitalisme : engranger du profit sur le dos des travailleurs et des travailleuses, car nos vies ne sont pour eux que des variables d'ajustement dans leurs livres de compte.

Les fêtes de fin d'année nous ont permis pour certain-es de retrouver enfin nos proches. Mais, fêtes de fin d'année ou pas, pandémie ou pas, rien n'est épargné aux travailleurs et aux travailleuses, qui vivent une vague de licenciements terrible. Rien n'est épargné aux personnes sans-papiers, toujours plus pourchassées par la police. Rien n'est épargné aux femmes, qui, encore trop souvent dans le silence, subissent les violences masculines au quotidien.

Alors pour 2021, nous souhaitons que les exploité-es retrouvent le chemin des luttes victorieuses. Nous souhaitons que la rage de vaincre habite de nouveau nos collègues de travail, nos ami-es, nos familles. Nous souhaitons que toutes et tous, nous décidions de relever la tête contre le rouleau-compresseur qui nous broie. L'émancipation collective par la lutte, l'union des exploité-es du monde entier, voici notre désir, et surtout notre tâche, pour l'année qui vient.



Nouvelle attaque fasciste contre l'Étincelle

Dans le week end du 8 au 11 janvier, le local de l'Étincelle, autogéré par plusieurs groupes et collectifs dont l'Union communiste libertaire 49, a été attaqué par des militants d'extrême droite. Ces derniers ont cassé plusieurs fenêtres du bâtiment pour s'y introduire, voler du matériel (notamment une partie de celui de notre organisation), avant de brûler des livres (!) dans le jardin, d'endommager du mobilier et de lancer de la peinture sur la façade. Ils ont ensuite revendiqué leur attaque sur les réseaux sociaux. On les voit notamment poser sur une photo avec leur butin, têtes masquées par des crânes de la Waffen-SS, et faisant un salut nazi. La symbolique est forte et nous montre une fois de plus le vrai visage de l'extrême droite qui se développe depuis plusieurs années dans notre ville, ainsi que le danger qu'elle représente pour toutes celles et ceux qui luttent pour l'émancipation de notre classe sociale, des travailleurs et travailleuses, et des minorités discriminées et exploitées. Mener un combat spécifique contre l'extrême droite est pour nous une nécessité. Un combat large, social et populaire.

(Lire le communiqué en page 2)

L'ÉTINCELLE

L'Étincelle est un lieu militant, associatif et autogéré.

Manif nassée, liberté bafouée

Le samedi 9 janvier la Grande Ourse avait appelé à une manifestation contre son expulsion probable, durant la trêve hivernale. Avant que la manifestation ne commence, un important dispositif policier a été mis en place pour en empêcher sa tenue. Bloquant la manif aux abords de la Maine, au mépris du risque que cela représentait. Et il lui était interdit de bouger, la nasse ayant été immédiatement mise en place pour "empêcher l'accès au centre ville". Il ne faudrait pas que le sort des sans abris vienne troubler les profits de la bourgeoisie. La manif a été contrainte de retraverser la Maine pour se retrouver cantonnée aux abords de la Grande Ourse. La maréchaussée a ensuite tenu le pont et ce jusqu'au début du couvre feu. Et bien sûr, pendant ce temps la Manif Pour Tous répétait avant sa grande journée du 30 janvier. Et là, ô surprise, le dispositif policier était plus que discret. Il semble donc que la volonté du nouveau préfet soit de se consacrer à invisibiliser les personnes précaires qui tentent de trouver un toit en cette période de froid et qu'ils et elles ne viennent pas troubler les commerces du centre ville et faire entendre leurs revendications.

La Grande Ourse : Une expulsion inique

En plein cœur de l'hiver la préfecture de Maine-et-Loire a décidé d'expulser la réquisition de la Grande Ourse. Les forces de répressions déployées sont tout simplement hallucinantes. Ce sont des centaines de policiers et de gendarmes qui ont poussé à la rue plusieurs dizaines d'habitant-es.

Dans un contexte rendu encore plus tendu avec la crise sanitaire et les mesures prises par le gouvernement (notamment le couvre-feu à 18 h), cette décision de la préfecture est purement et simplement scandaleuse.

Une fois de plus l'État et les autorités locales choisissent leur camp. Celui de la bourgeoisie locale. Rappelons en effet que le bâtiment occupé appartient au patron de la chaîne de restaurant La Boucherie et qu'on doute que ce bien immobilier lui servira à loger des personnes précaires.

Et les arguments habituels d'insalubrité mis en avant par la préfecture ne tiennent pas longtemps face à la nécessité de se loger pour des dizaines de personnes.

La situation de l'immobilier à Angers, à grands coups de gentrification, est de plus en plus tendue pour les classes populaires. On accueille à bras ouverts les riches et on expulse les pauvres.

Le groupe du du Maine-et-Loire de l'Union Communiste Libertaire apporte tout son soutien à la Grande Ourse et à toutes et tous ses habitant-es et participera à toutes les initiatives qui seront organisées pour le droit au logement dans notre ville.

L'extrême droite montre (une nouvelle fois) son vrai visage

Nous reproduisons ici une partie du communiqué de l'Étincelle suite à l'attaque des locaux par l'extrême droite. Il est également lisible [sur notre site internet](#).

Une fois encore notre local l'Étincelle a été victime d'une agression lâche de la part de l'extrême droite. Dans le week-end du 8 au 11 janvier une intrusion a eu lieu dans notre local. Des fenêtres ont été cassées et du matériel a été volé et dégradé. Cette « action » a été revendiquée sur le groupe Ouest casual un « média » fasciste viriliste, masculiniste, ultra violent très prisé par l'extrême droite radicale en France et en Europe.

Les symboles sont forts. Des livres ont été brûlés en autodafé. Vous lisez bien, ces dignes descendants du nazisme ont brûlé des livres dans notre jardin. Et la présence sur leur photo du tristement célèbre crâne de la Waffen-SS et d'un salut nazi ne fait que renforcer cette filiation assumée. Inutile de dire à quel point cette action nous donne la gerbe et renforce notre envie de nous battre ici et maintenant contre cette extrême droite nauséabonde que beaucoup ont jeté bien trop rapidement dans les poubelles de l'Histoire.

Cette action s'inscrit plus globalement dans un contexte angevin délétère où l'extrême droite prend de plus en plus confiance. Depuis plusieurs années on ne compte plus les agressions, les dégradations, les menaces en direction de tous les lieux et toutes les personnes qui ont le malheur de ne pas avoir la bonne couleur peau, pas les bonnes idées politiques, pas la bonne orientation sexuelle. Nous nous étonnons d'ailleurs de la complaisance de la justice à leur égard. Il y a quelques jours encore deux militants de l'Alvarium étaient relaxés pour des faits de violence (pourtant filmés par des passants). Quand le local d'extrême droite l'Alvarium revendique la création d'une salle de sport dans le centre-ville d'Angers nous ne pouvons qu'être encore plus inquiet-es pour la suite. Inquiet-es mais aussi déterminé-es à leur barrer le passage par tous les moyens à notre disposition. Et si nous avons un doute sur son positionnement politique plus que complaisant, la mairie, pourtant propriétaire du local, ne semble pas vouloir bouger le petit doigt face à de tels actes.

(...)

Plus que jamais à l'Étincelle comme ailleurs, nous ne baisserons pas la garde. Il est grand temps que nous prenions conscience du danger que représente cette extrême droite dans notre ville. Il est grand temps de s'occuper de l'extrême droite avant qu'elle s'occupe définitivement de nous.

La solidarité est notre arme.

Les colères déconfinées de l'Éducation Nationale

Le 19 janvier, de nombreux collectifs d'assistant-es d'éducation appelaient à une journée de grève. Les revendications étaient la création d'un véritable statut d'animateur-trice de vie scolaire, protester contre la différence de traitement vis à vis des autres membres de la communauté éducative (prime REP,...), la surcharge de travail liée aux protocoles sanitaires et à l'épidémie sans effectifs supplémentaires,... Dans le Maine et Loire une soixantaine d'AED ont suivi le mouvement perturbant de nombreuses vie scolaires et en faisant fermer quelques unes. Cet appel intervient une semaine avant la grève prévue dans l'Éducation Nationale et l'Enseignement Supérieur. Dans l'Éducation Nationale, les revendications portent sur le recrutement de personnel éducatif et le renoncement aux suppressions de postes prévues à la rentrée, une revalorisation des salaires et des carrières et l'abandon de la réforme de la voie professionnelle. A Angers une manifestation est appelée le 26 janvier, place Le-

L'Éducation Nationale paupérisée

Cette fois-ci, les cortèges de l'Éducation Nationale ne descendent pas dans la rue pour manifester contre l'assassinat d'un professeur d'Histoire/Géographie, ni pour lutter contre telle ou telle mesure ou réforme qui portent atteinte à l'intérêt des élèves. Non, le 26 janvier, ils demandent une revalorisation des salaires. Depuis plus de 20 ans, l'Éducation Nationale se paupérise peu à peu. Le gel du point d'indice qui permet de calculer les salaires n'a pas permis de suivre l'inflation depuis 1995 et les enseignants sont scandaleusement sous-payés par rapport à l'ensemble des autres pays européens et autres. Les AESH (Assistants d'Élèves en Situation de Handicap), les AED (Assistant d'Éducation (surveillants)) peinent à atteindre le Smic. À ce jour, le Grenelle de Blanquer ignore les revendications des AESH et AED et, à grands coups de com, propose une prime ridicule de 35 à 99 euros/mois à certains enseignants et 150 euros annuels pour s'équiper en informatique ! Heureux professeurs qui pourront s'acheter une webcam afin d'assurer leurs cours en visio... Les inégalités salariales entre hommes et femmes persistent malgré les mesures que l'employeur (l'État) doit mettre en place pour résorber ces écarts (Accord du 30 nov 2018). Les femmes sont impactées dans leur carrière et leur retraite lorsqu'elles ont eu la responsabilité d'un congé parental ou d'un temps partiel et aucun acte concret ne vient compenser les écarts de revenus. Il est urgent de réagir pour sauver le Service Public de l'Éducation et pour maintenir une attractivité auprès des jeunes.

Contre la répression syndicale, pour la liberté d'expression

Olivier Clément, délégué syndical CGT de l'usine toulonnaise du groupe Thyssenkrupp Ascenseurs, est menacé par une procédure de licenciement pour la seconde fois en 6 mois pour "abus de liberté d'expression", ainsi que par une plainte pour diffamation. Son tort : avoir participé à l'écriture d'un tract de son syndicat dénonçant les méthodes managériales de l'entreprise concernant les prérogatives sanitaires, et appelant les salarié.es à utiliser leur droit de retrait. Mercredi 16 décembre il était convoqué au siège social du groupe, à St Barthélémy d'Anjou. Pour le soutenir, des salarié.es ont débrayé et nous étions une cinquantaine de soutiens à nous être rassemblé.es devant les grilles de l'entreprise. Un cas qui n'est pas sans rappeler des dizaines d'autres. C'est toujours la même vieille technique patronale qui est à l'oeuvre : cibler les individus les plus contestataires, et chercher à les détruire moralement pour montrer l'exemple et dissuader l'ensemble des travailleurs et travailleuses de toute action de contestation et de résistance. Face à cela, nous devons systématiquement utiliser notre meilleur arme : la solidarité.

Même à distance Big brother te regarde bosser

L'achat de logiciels de surveillance par les patrons a bondi de 87 % en avril 2020 par rapport à la demande moyenne mensuelle avant l'apparition du coronavirus. Parmi ces outils on retrouve des logiciels de décompte du temps, de captures d'écran aléatoires, d'enregistrement des frappes sur le clavier ou encore de contrôle des webcams des salarié-es. Ces programmes spécifiques ne sont pas les seuls à pouvoir vous surveiller, des outils utilisés au quotidien par des millions de salarié-es en télétravail le permettent tout autant : messagerie professionnelle, intranet, outils collaboratifs (Slack, Teams, etc.), logiciels de visioconférence (Zoom, Skype, etc.) et bien d'autres. Après nous être battu-es contre les garde-chiourmes, les surveillant-es, les contre-maîtres et autres flics du travail, il va nous falloir nous remonter les manches pour nous débarrasser de cette surveillance pernicieuse et « distancielle ».

Université: quand l'agresseur parlait d'égalité...

Par voie de presse nous apprenions il y a quelques semaines qu'un ancien enseignant de l'Université d'Angers, condamné pour de multiples agressions sexuelles pour lesquelles il a été condamné par la justice, participait à une réunion sur l'égalité femmes-hommes. Malgré son lourd passif l'Université d'Angers n'a jamais daigné lancer une procédure pour le dégager. Pire un poste bien au chaud lui a été trouvé dans les services administratifs de la fac. Et c'est dans le cadre de ce nouveau job que l'agresseur s'est retrouvé en charge de l'organisation de la réunion traitant d'égalité. Alerté par des enseignant-es le Collectif de lutte contre le harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur (Clasches) a largement diffusé un communiqué dénonçant les faits. Et ce n'est qu'après la publication d'un article dans la presse locale que la présidence de l'Université a tenté malhabilement de s'excuser et de jurer à la boulette administrative. Elle a bond dos. Les victimes elles, attendent toujours que l'Université d'Angers reconnaisse sa responsabilité dans les agissements de cet enseignant que beaucoup connaissaient et ont laissé faire. Il est temps, à l'Université comme ailleurs, que la peur change de camp.

Vérité & Justice pour Sakine, Rojbîn et Leyla

Dans la nuit du 9 au 10 janvier 2013, les militantes révolutionnaires kurdes, Sakine Cansiz, Fidan Dogan (Rojbîn) et Leyla Saylemez ont été retrouvées sans vie, dans les locaux du Centre d'Information du Kurdistan, à Paris, froidement exécutées de plusieurs balles dans la tête. De nombreux indices révélés par l'enquête, ainsi que des documents divulgués sur internet, ont permis d'établir que l'assassin avait agi pour le compte des services secrets turcs. La promesse du gouvernement français de l'époque de faire toute la lumière sur ces assassinats s'est bien vite effacée face au soucis de vouloir préserver de bonnes relations avec l'État islamo-fasciste turc et son président-dictateur Erdogan. Depuis, chaque année, une manifestation est organisée à Paris en janvier par les organisations de la gauche révolutionnaire kurde et du mouvement des femmes kurdes en Europe, pour exiger vérité et justice de la part de la justice française sur ce triple meurtre. Cette année, le contexte sanitaire a poussé à l'organisation de manifestations régionales. Ce 9 janvier 2021, c'est donc à Rennes que s'étaient donné rendez-vous les militant.es communistes libertaires de l'ouest, pour être aux côtés de nos camarades kurdes.

Une pétition à faire connaître, une lutte en manque de visibilité

Depuis le 10 septembre 2020, sur le site du Sénat se trouve une pétition intitulée : « Désolidarisation des revenus du conjoint pour le paiement de l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) ». Elle demande l'entérinement du projet de loi, adopté le 13 février 2020 à l'Assemblée Nationale, visant à supprimer la prise en compte des ressources du ou de la conjoint.e, concubin.ne ou pacsé.e pour le calcul de l'AAH. Aujourd'hui, quand une personne handicapée vit en couple et que les revenus du ménage dépassent le seuil de 19607 € annuels (plafond augmenté à 5400 € par enfant à charge) son allocation est supprimée. Elle devient donc financièrement dépendante de son partenaire. Pour les femmes handicapées - massivement exposées aux violences sexuelles et conjugales - cette dépendance économique s'apparente à une double peine. La pétition est ouverte jusqu'au 10 mars, et doit recueillir 100.000 signatures pour que le Sénat la prenne en compte : signez, diffusez, partagez ! Lien de la pétition : <https://petitions.senat.fr/initiatives/i-416>

Le Mouvement révolutionnaire angevin

Vous aimez l'histoire du mouvement ouvrier? Vous adorez l'Anjou? Alors le blog Mouvement révolutionnaire angevin est fait pour vous! On y retrouve des biographies de militants et de militantes (et pas que les têtes d'affiches), des notes sur des organisations, des syndicats, des groupes. Une chronologie détaillée de manière très pointue les activités de nos glorieux et glorieuses aïeules et aïeux. La rubrique iconographie vient compléter tout ça en permettant de donner à voir par des photos d'époque, des cartes, des cartes postales, etc. Tout le travail est réalisé par des historien-nes militant-es qui dépouillent depuis plusieurs dizaines d'années les journaux d'époque. On ne peut que vous inviter à consulter régulièrement ce blog qui est en constante évolution. Parce que connaître son histoire c'est savoir d'où l'on vient pour décider où l'on va. revolutionnairesangevins.wordpress.com

Notre mensuel, *Alternative libertaire*, est disponible en kiosque et à la librairie Les Nuits Bleues (21 rue Maillé à Angers)

Site fédéral de l'Union communiste libertaire : unioncommunistelibertaire.org

Site de l'Union communiste libertaire 49 : ucl49.fermeasites.net

Pour nous contacter : ucl-angers@communisteslibertaires.org

Suivez nous aussi sur les réseaux sociaux [facebook](https://www.facebook.com/ucl49) et [diaspora](https://www.diaspora.com) !

S'informer

